

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 3 janvier 2025 (JORF n°0003 du 4 janvier 2025)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Procédure d'Appel d'Offres Ouvert

Articles L.2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

GBM 25014

Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73 avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

Date limite de remise des offres : **lundi 5 mai 2025 à 12h00 (heure de Paris)**

Le présent document comporte 16 feuillets numérotés de 1 à 16.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE	5
2.1 Procédure de passation	5
2.2 Forme de l'accord-cadre	5
2.3 Allotissement et montants de l'accord-cadre.....	5
2.4 Durée	6
Durée de l'accord-cadre.....	6
2.5 Nomenclature	6
2.6 Variantes	6
2.7 Délai de validité des offres	6
2.8 Modalités de retrait du dossier de consultation	6
2.9 Dossier de consultation des entreprises (DCE)	6
2.10 Modifications de détail au dossier de consultation	7
ARTICLE 3 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
3.1 Modalités de remise des plis	7
3.2 Remise des offres électroniques	8
3.3 Langue de rédaction des propositions et unité monétaire	9
3.4 Contenu des plis.....	9
ARTICLE 4 – ETUDE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	12
4.1 Examen des candidatures	12
4.2 Examen des offres.....	12
4.3 Motifs de rejet des offres	14
ARTICLE 5 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	14
6.1 Documents à produire	14
6.2 Signature de l'accord-cadre	15
6.3 Notification de l'accord-cadre	15
ARTICLE 7 – DROIT A L'INFORMATION ET RECOURS	15
7.1 Information aux candidats et soumissionnaires évincés	15
<i>GBM 25014 - Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques - RC</i>	

7.2 Recours dans le cadre d'une procédure formalisée	16
ARTICLE 8 – DONNEES PERSONNELLES	16
8.1 Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation	16
8.2 Communication aux tiers.....	16
8.3 Durée de conservation des données personnelles.....	16

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre multi-attributaire sur la base duquel seront conclus des marchés dits subséquents après remise en concurrence des opérateurs économiques titulaires de l'accord-cadre pour les lots 2 et 3 et sans remise en concurrence avec l'attribution de bons de commande selon la méthode dite « en cascade » pour le lot 1.

La consultation est divisée en trois lots, qui aboutiront à la conclusion de trois accords-cadres distincts.

L'accord-cadre a pour objet de définir les termes régissant les marchés subséquents et les bons de commande à passer au cours de sa durée de validité.

Cependant, l'accord-cadre ne fixe pas la totalité des termes des marchés subséquents ; les conditions d'exécution et les caractéristiques particulières des prestations demandées seront précisées dans chaque marché subséquent sans modifier substantiellement les dispositions de l'accord.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la saisie par photo-interprétation de données géographiques pour l'IGN.

Les 2 premiers lots sont des lots pour lesquels la prestation de photo-interprétation est fixée à l'avance, pour le 3ème lot il s'agit de manière épisodique de venir intervenir sur des prestations dont les spécifications seront déterminées lors de chaque marché subséquent.

L'accord-cadre et les marchés subséquents qui sont conclus sur son fondement concernent la réalisation de photo-interprétation sur images aériennes ou satellitaires dont la finalité est :

- Pour le lot 1 : photo-interprétation diachronique dans le but de positionner des signalements de mise à jour (évolution du terrain) et de mise à niveau (rattrapage d'actualité ou rattrapage de spécification) sur les emprises agricoles éligibles à la PAC. La photo-interprétation porte sur l'emprise des ilots agricoles mais également sur l'emprise et l'attributaire des SNA (surfaces non agricoles) et des ZDH (Zones de densité homogène). L'échelle de travail est généralement le département.
- Pour le lot 2 : photo-interprétation diachronique dans le but de produire un nouveau millésime d'OCS GE. Dans ce cas, un millésime d'OCS GE déjà existant est pris comme référence, le nouveau millésime est obtenu par mise à jour et rattrapage d'actualité lorsque nécessaire. L'échelle de travail est généralement le département.
- Pour le lot 3, il s'agira de photo-interprétation dont l'objet précis sera détaillé lors de chaque consultation. Il peut s'agir par exemple (sans que la liste soit exhaustive) de photo-interprétation dans le but de produire des annotations servant à alimenter l'apprentissage de modèles IA, de reprises pour mettre en qualité des données issues de l'IA.

Les données à produire correspondent à des zones situées en France métropolitaine ou dans les DROM.

Les caractéristiques techniques et les modalités d'exécution des prestations à réaliser dans le cadre des bons de commande et des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre sont définies dans les annexes du cahier des clauses particulières (CCP) suivantes :

- Annexe 1.1 – Référentiel RPG Métropole et DROM (lot 1)

- Annexe 1.2 – Délais RPG (lot 1)
- Annexe 2.1 – Référentiel OCS GE Métropole et DROM (lot 2)
- Annexe 2.2 – Délais OCS GE (lot 2)
- Annexe 3.1 – Annotations spécifications OCS GE (lot 3)
- Annexe 3.2 – Annotations détection de changement (lot 3)

Pour le lot 1, les bons de commande préciseront les spécificités techniques des prestations attendues en termes de départements et de surfaces à traiter.

Pour les lots 2 et 3, les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE

2.1 Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert européen en application des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

2.2 Forme de l'accord-cadre

La forme retenue pour l'exécution du contrat est l'accord-cadre multi-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté en partie par l'émission de bons de commande pour le lot 1 (articles R2162-2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique) et en partie par la conclusion de marchés subséquents pour les lots 2 et 3 (articles R2162-2 et R2162-7 à R2162-12 du code précité).

L'accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques dont le nombre maximum d'attributaires est de 4 par lot sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu avec un montant maximum.

2.3 Allotissement et montants de l'accord-cadre

L'accord-cadre est décomposé en 3 (trois) lots définis comme suit :

N° lot	Intitulé du lot	Montant maximum
Lot 1	Production de données par photo-interprétation diachronique pour le Registre parcellaire graphique (RPG)	1 000 000 €
Lot 2	Production de données d'OCS GE à partir d'un millésime déjà existant	5 000 000 €
Lot 3	Production de données par photo-interprétation d'images aériennes ou spatiales génériques	1 000 000 €

2.4 Durée

Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 24 mois. Il est ensuite renouvelable par reconduction tacite pour deux nouvelles périodes de 12 mois chacune. La durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas dépasser 4 ans.

En cas de non reconduction, l'IGN informe les attributaires trois mois au moins avant l'échéance de la période en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent passé sur le fondement du présent accord-cadre sera déterminée lors des remises en concurrence.

La notification des derniers marchés subséquents devra intervenir avant la date de fin de validité de l'accord-cadre et leur durée d'exécution ne pourra se prolonger au-delà d'une limite de six (6) mois après la fin de l'accord-cadre.

2.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés publics européens (CPV) est :

Code	Libellé
72319000-4	Services de fourniture de données

2.6 Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Elles pourront le cas échéant être sollicitées dans le cadre des marchés subséquents.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **six (6) Mois** à compter de la date limite de remise des offres.

2.8 Modalités de retrait du dossier de consultation

Conformément à l'article R 2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met gratuitement à disposition des opérateurs économiques les documents de la consultation accessibles depuis l'adresse du profil acheteur suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

2.9 Dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le Dossier de consultation contient les pièces suivantes :

GBM 25014 - Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques - RC

- Le présent Règlement de la consultation (RC)
- L'Acte d'engagement (AE) et son annexe financière, propre au lot 1
- L'Acte d'engagement (AE) et son annexe financière, propre au lot 2
- L'Acte d'engagement (AE), propre au lot 3, sachant que les prix du lot 3 seront fixés ultérieurement pour chaque marché subséquent conclu sur le fondement de l'accord-cadre
- Le scénario de commande, propre au lot 3
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes :
 - Annexe 1.1 – Référentiel RPG Métropole et DROM (lot 1)
 - Annexe 1.2 – Délais RPG (lot 1)
 - Annexe 2.1 – Référentiel OCS GE Métropole et DROM (lot 2)
 - Annexe 2.2 – Délais OCS GE (lot 2)
 - Annexe 3.1 – Annotations spécifications OCS GE (lot 3)
 - Annexe 3.2 – Annotations détection de changement (lot 3)
- Le formulaire DC1 – lettre de candidature
- Le formulaire DC2 – déclaration du candidat
- Le formulaire DC4 – déclaration de sous-traitance (si besoin)

2.10 Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises **au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres**, la date d'envoi de la modification faisant foi. Si ces modifications interviennent plus tardivement, elles pourront donner lieu à une prolongation du délai de remise des offres. La durée de la prolongation sera proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Les candidats devront répondre uniquement sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

En tout état de cause, si ces modifications portent sur des éléments substantiels, l'acheteur publiera un avis d'appel public à concurrence rectificatif.

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1 Modalités de remise des plis

Les plis doivent être déposés **exclusivement par voie électronique** via la plateforme de dématérialisation des procédures de marchés de l'Etat (PLACE) <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Par conséquent, la transmission des plis par voie papier, télécopie ou messagerie électronique n'est pas autorisée.

L'intégralité du dossier devra être téléchargée avant la date et heure limites susmentionnées. Aucun délai supplémentaire ne sera accordé.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limite fixées en page de présentation ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs expéditeurs.

GBM 25014 - Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques - RC

Conditions spécifiques à cette consultation :

Les formats acceptés sont **Acrobat (.pdf), RTF (.rtf), Microsoft Word (.doc) sans macro, Microsoft Excel (.xls) sans macro, suite Libre Office sans macro, fichiers Shapefile (.shp/shx/dbf/prj), images GIF ou JPEG, et fichiers compressés ZIP** ne contenant que les formats précédents. Les présentations PowerPoint (.ppt) sont à éviter. Tout autre format utilisé dans la constitution du pli entraînera un rejet de l'offre ou de la candidature.

Pour des raisons de transparence et de traçabilité, durant toute la procédure, les échanges avec l'acheteur se feront de manière électronique sur le profil acheteur. **Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs pouvant figurer dans les documents de la consultation.**

3.2 Remise des offres électroniques

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil acheteur. Le soumissionnaire reconnaît ainsi avoir pris connaissance du guide utilisateur mis à disposition sur la plateforme de dématérialisation des procédures de marchés de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseGuide> .

La transmission des plis avant la date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Le candidat devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi. Toute opération effectuée sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sera réputée manifester le consentement du candidat à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficulté, le candidat peut solliciter le service d'assistance en ligne accessible depuis le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/entreprise/aide/assistance-telephonique> .

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Une copie de sauvegarde pourra être envoyée, dans les mêmes délais, à l'adresse ci-dessous, sur support papier ou sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB, disque dur externe).

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde »

GBM 25014 « Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques » - N° de lot à préciser

« Nom du candidat »

Ce pli peut être adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-après.

IGN
Service des Achats et Marchés
Département des marchés
Bât. A – Pièce 178
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé cedex

Dans le cas où un même candidat présenterait à la fois une offre dématérialisée et une offre sur support physique non identifiable comme « copie de sauvegarde », il sera éliminé.

3.3 Langue de rédaction des propositions et unité monétaire

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. La langue utilisée pendant la procédure est le français.

3.4 Contenu des plis

Afin de faciliter la lecture des documents, il est demandé aux candidats de présenter séparément les éléments de la candidature et les éléments de l'offre comme indiqué ci-après.

⇒ Présentation de la candidature

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) transmis par voie électronique au format **.xml** . Le candidat qui choisit cette option complètera les champs obligatoires du formulaire et ceux pour lesquels l'acheteur attend des éléments.

Dans la partie III (Exclusion), le candidat répond à la question « **Je certifie ne pas entrer dans les cas d'interdictions de soumissionner** ».

Dans la partie IV (Sélection), seuls les critères que l'acheteur public a sélectionnés sont à renseigner.

En cas de sous-traitance, le candidat indique la part de marché qu'il a l'intention de sous-traiter à des tiers.

Le cas échéant, l'acheteur pourra demander au candidat de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve étayant les informations communiquées.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser le document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Pour concevoir, visionner ou télécharger un DUME, les opérateurs économiques peuvent se rendre sur l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

A défaut de produire le DUME, les candidats devront fournir les documents suivants :

- Une « **lettre de candidature** » en utilisant le **formulaire DC1** fourni dans le dossier de consultation des entreprises

Le candidat n'oubliera pas d'attester qu'il n'entre dans aucun cas d'exclusion de la procédure en cochant la case à la rubrique F1.

- Une « **déclaration du candidat** » en utilisant le **formulaire DC2** fourni dans le dossier de consultation des entreprises

Le candidat devra renseigner obligatoirement les rubriques C à G du formulaire DC2 et doit notamment produire les renseignements demandés aux rubriques F1 et G1, notamment la liste des principaux services fournis sur les trois dernières années correspondant à l'objet du marché (montant, date, destinataire public ou privé).

- Une **attestation d'assurance** permettant de garantir la responsabilité civile professionnelle
- Un **extrait KBIS** ou équivalent

Pour les entreprises étrangères :

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-9 du code de la commande publique ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

DISPOSITIONS IMPORTANTES :

Conformément à l'article R2144-2 du code de la commande publique, si des documents sont absents ou incomplets, il peut être demandé aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

Il est par ailleurs rappelé qu'une même personne ne peut présenter plus d'un candidat pour un même marché (article R2142-4 du code de la commande publique).

De même, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures pour ce marché en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements (article R2142-21 du code de la commande publique).

Les entreprises candidates nouvellement créées sont autorisées à justifier de leurs capacités techniques et professionnelles par d'autres moyens équivalents susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens humains et matériels.

En cas de cotraitance (Groupement momentané d'entreprises)

Le groupement se constitue au stade de la candidature.

Le groupement est présenté à l'aide du formulaire DC1 « lettre de candidature ».

Le soumissionnaire doit présenter pour tous les membres du groupement toutes les pièces exigées par l'acheteur, exception faite de la lettre de candidature.

Un mandataire commun doit être désigné par le groupement et ce, quelle que soit sa forme juridique (groupement conjoint ou solidaire).

Le rôle du mandataire doit être défini sans équivoque.

Si le groupement est désigné attributaire, le mandataire devra fournir une attestation précisant les pouvoirs qui lui sont délégués par les autres membres du groupement.

En cas de sous-traitance

La déclaration de sous-traitance peut être fournie soit au moment du dépôt de l'offre, soit après celui-ci.

Le candidat qui souhaiterait faire une déclaration de sous-traitance au stade de la candidature peut d'ores et déjà renseigner le formulaire DC4 prévu à cet effet.

Pour remplir le formulaire DC4, le candidat devra fournir toutes les informations obligatoires sur le(s) sous-traitant(s) : l'identification du sous-traitant, la nature et le prix des prestations sous-traitées, les conditions de paiement, les capacités du sous-traitant.

Le sous-traitant doit également fournir toutes les pièces administratives indispensables pour la prise en compte de son dossier et notamment une déclaration indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics, des attestations sur l'honneur concernant son respect des obligations légales, telles que la lutte contre le travail illégal et l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

L'IGN est libre de refuser un sous-traitant s'il motive sa décision (cf. article 13 du CCP).

⇒ Présentation de l'offre

L'offre du soumissionnaire doit répondre à toutes les exigences de l'acheteur public exprimées dans le cahier des clauses particulières (CCP).

Dans le cas où un soumissionnaire souhaiterait répondre à plusieurs lots, chaque dossier devra être composé des documents énumérés ci-dessous.

L'offre du soumissionnaire est composée des documents suivants (1 dossier par lot) :

- L'acte d'engagement dûment renseigné* (formulaire ATTRI1), **propre à chaque lot**
- L'offre financière annexée à l'acte d'engagement dûment complétée *, **propre aux lots 1 et 2**
- Le scénario de commande dûment complété*, **propre au lot 3**
- Le formulaire DC4 en cas de sous-traitance dûment renseigné *
Le formulaire DC4 constitue une annexe à l'acte d'engagement.
- **Le mémoire technique du candidat doit comprendre un sommaire et décrire notamment les points suivants :**
 - La technologie et les méthodes employées (instrument, processus et outils de traitement).
 - Le candidat précisera tous les éléments nécessaires pour apprécier sa capacité à produire dans les délais particulièrement restreints.
 - Ce qui relève du traitement automatique et du traitement manuel sera bien explicité. Le dispositif d'assurance qualité proposé afin de garantir la conformité des données sera également décrit.
 - Les procédures de contrôle aux différentes étapes de la chaîne seront aussi détaillées.
 - Il fournira un descriptif des équipes (composition, organisation, qualification) et des procédures

usuelles de gestion de projet mises en œuvre pour réaliser ce type de prestation. Les diplômes et qualifications des intervenants devront être joints.

- Il fournira toutes références détaillées utiles permettant d'apprécier son expérience de production sur des projets semblables.
- Le candidat proposera également tous les éléments qu'il juge utiles à l'appui de son offre.
- Le candidat détaillera les actions de l'entreprise en faveur du développement durable.

** Il est rappelé que la signature de l'offre (acte d'engagement, pièce financière, déclaration de sous-traitance) ne pourra être exigée que du seul candidat retenu à l'issue de la procédure.*

ARTICLE 4 – ETUDE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

4.1 Examen des candidatures

En application de l'article L 2162-1 du code de la commande publique, les candidatures seront appréciées en fonction des capacités économiques et financières et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur qui constate que les pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la procédure sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Conformément à l'article R2144-2 du code précité, le pouvoir adjudicateur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ci-dessus ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé.

4.2 Examen des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

L'attribution de l'accord-cadre aura pour fondement les critères et sous-critères suivants :

Pour le lot 1

CRITÈRES ET SOUS-CRITERES	Pondération en %
CRITERE 1 / VALEUR TECHNIQUE	60
Sous-critères	
SC1 - Délai de production (livraison initiale) apprécié au regard de l'annexe 1.2	25
SC2 - Ressources (humaines, matérielles) dédiées à la réalisation des prestations et plan de management	20
SC3 - Méthodologie de traitement, outils applicatifs, procédures qualité	15

GBM 25014 - Accord-cadre relatif à la photo-interprétation d'images aériennes et spatiales pour la production de données géographiques - RC

CRITERE 2/ PRIX	30
Prix apprécié sur la base des éléments de réponse figurant dans l'offre financière	30
CRITERE 3/ DEVELOPPEMENT DURABLE	10
Environnement jugé sur la base des éléments de réponse figurant dans l'offre technique. L'offre technique devra impérativement contenir un chapitre spécifique portant sur les engagements pris par le soumissionnaire pour produire de manière la plus responsable possible la donnée (ex : labels, normes, certifications, permettant d'identifier des services qui valorisent une démarche de numérique responsable)	10

Pour le lot 2

CRITÈRES ET SOUS-CRITERES	COEFFICIENT DE PONDÉRATION
CRITERE 1 / VALEUR TECHNIQUE	50
Sous-critères	
SC1 - Ressources (humaines, matérielles) dédiées à la réalisation des prestations et plan de management	20
SC2 - Méthodologie de traitement, outils applicatifs, procédures qualité	20
SC3 - Délai de production (livraison initiale) apprécié au regard de l'annexe 2.2	10
CRITERE 2/ PRIX	40
Prix apprécié sur la base des éléments de réponse figurant dans l'offre financière	40
CRITERE 3/ DEVELOPPEMENT DURABLE	10
Environnement jugé sur la base des éléments de réponse figurant dans l'offre technique. L'offre technique devra impérativement contenir un chapitre spécifique portant sur les engagements pris par le soumissionnaire pour produire de manière la plus responsable possible la donnée (ex : labels, normes, certifications, permettant d'identifier des services qui valorisent une démarche de numérique responsable)	10

Pour le lot 3

CRITÈRES ET SOUS-CRITERES	COEFFICIENT DE PONDÉRATION
CRITERE 1 / VALEUR TECHNIQUE	60
Sous-critères	
SC1 - Ressources (humaines, matérielles) dédiées à la réalisation des prestations et plan de management	20
SC2 - Méthodologie de traitement, outils applicatifs, procédures qualité	20
SC3 - Références ou expériences présentées dans le mémoire technique	20
CRITERE 2/ PRIX	30
Prix apprécié sur la base du montant total HT figurant dans l'annexe « Scenario de commande »	30
CRITERE 3/ DEVELOPPEMENT DURABLE	10
Environnement jugé sur la base des éléments de réponse figurant dans l'offre technique. L'offre technique devra impérativement contenir un chapitre spécifique portant sur les engagements pris par le soumissionnaire pour produire de manière la plus responsable possible la donnée (ex : labels, normes, certifications, permettant d'identifier des services qui valorisent une démarche de numérique responsable)	10

4.3 Motifs de rejet des offres

Par principe, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables doivent être éliminées.

Code de la commande publique	
Offre hors délai (R2151-5)	Le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre irrégulière (L.2152-2)	L'offre ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.
Offre inacceptable (L2152-3)	Le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.
Offre inappropriée (L2152-4)	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre anormalement basse (L2152-5)	L'offre anormalement basse est une offre dont le prix est sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché. Dans ce cas, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre.

ARTICLE 5 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toutes les demandes de renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation des offres doivent être transmises à <https://www.marches-publics.gouv.fr> .

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Conformément à l'article L2152-7 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est attribué aux soumissionnaires qui auront présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

6.1 Documents à produire

Les documents justificatifs à produire obligatoirement par les attributaires pressentis sont les suivants :

- l'attestation d'assurance visée à l'article 3.4 du présent règlement de la consultation

Si l'acheteur n'a pas pu se procurer les documents ci-dessous et qu'il en fait la demande :

- une attestation de vigilance délivrée par l'Urssaf datée de moins de six mois, prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations et contributions sociales et qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé (une attestation de vigilance devra ensuite être fournie à l'acheteur tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché)

- une attestation de régularité fiscale prouvant qu'il est à jour du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public
- un document à jour de moins de trois mois justifiant de son immatriculation à un registre professionnel (le document devra être fourni s'il n'a pas déjà été transmis ou si le document déjà transmis date de plus de trois mois, à la date de la demande de l'acheteur)
- le cas échéant, sur demande expresse de l'acheteur, tout autre document justifiant qu'il n'entre dans aucun des motifs d'exclusions de la procédure de passation mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique.

A défaut de production de ces pièces ou en cas de dépassement du délai imparti pour leur production, l'offre du soumissionnaire concerné sera rejetée. Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après celle du soumissionnaire éliminé est sollicité pour produire les documents nécessaires. Cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées si nécessaire.

Il sera demandé, le cas échéant, aux soumissionnaires retenus de fournir un relevé d'identité bancaire.

6.2 Signature de l'accord-cadre

Les règles d'usage de la signature électronique dans la commande publique sont fixées dans l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les formats de signature électronique sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

Pour plus de renseignements, le candidat peut télécharger le guide utilisateur via l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/commande-publique-numerique/signature-electronique-suivez-le-guide>

6.3 Notification de l'accord-cadre

L'acheteur utilisera le formulaire ATTRI1 (acte d'engagement) signé du soumissionnaire pour l'attribution de l'accord-cadre (1 lot = 1 acte d'engagement).

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre seront adressées à chaque attributaire par courrier électronique via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE). L'Accusé réception du courrier vaut notification officielle de l'accord-cadre.

ARTICLE 7 – DROIT A L'INFORMATION ET RECOURS

7.1 Information aux candidats et soumissionnaires évincés

En application des articles R2181-1 et R2181-3 à R2181-4 du code de la commande publique, l'acheteur communique à tout candidat ou soumissionnaire écarté les motifs du rejet de sa candidature ou de son offre et, à tout soumissionnaire ayant fait une offre recevable, les caractéristiques et avantages de l'offre retenue ainsi que le nom de l'attributaire.

7.2 Recours dans le cadre d'une procédure formalisée

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F32213>

ARTICLE 8 – DONNEES PERSONNELLES

8.1 Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industriel et commercial. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure (y compris les autorités exerçant un contrôle sur l'IGN comme le Contrôle budgétaire et la Cour des Comptes).

8.2 Communication aux tiers

Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

8.3 Durée de conservation des données personnelles

Les données personnelles sont conservées au même titre que les pièces constitutives du marché et dans les mêmes conditions de conservation que celles prévues à l'article R2184-13 du Code de la commande publique.